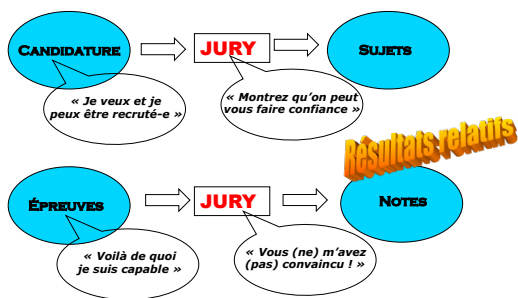


Éléments de méthodologie (1)

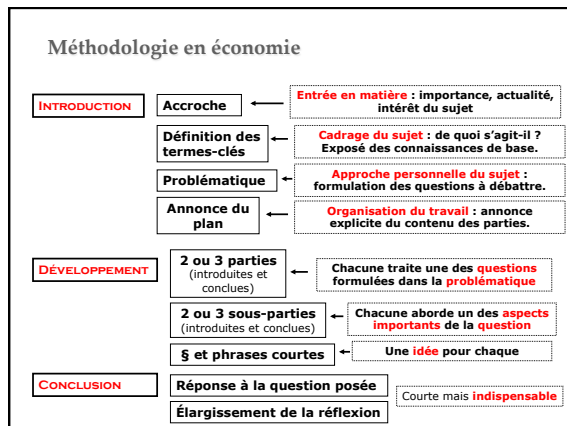
D. Glaymann, UEVE, INTEFP, 2020

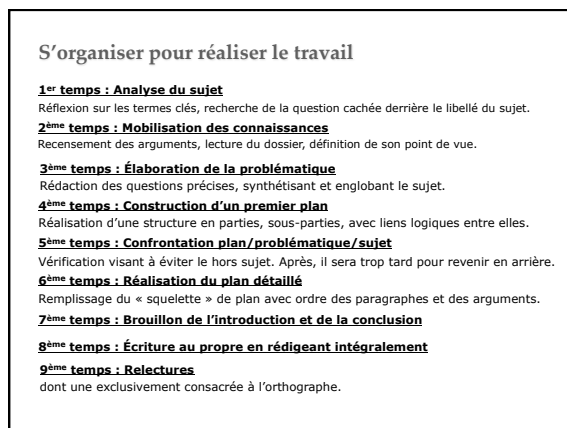
Le concours : une situation de communication

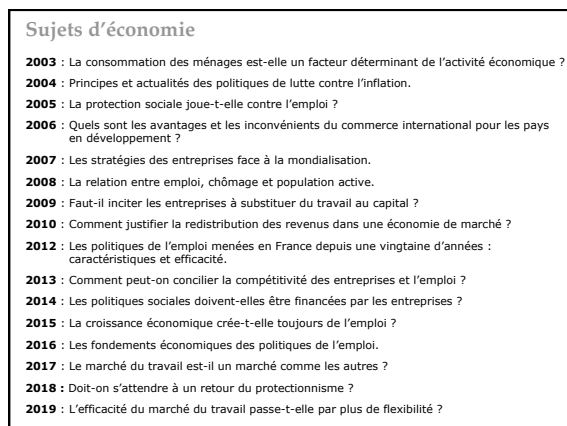


Quelques conditions pour réussir









Travail par groupes de 3

1. Définir les **termes clés**
2. Formuler une **problématique**
3. Construire un **plan** : parties et sous-parties

Sujet

Faut-il inciter les entreprises à substituer du travail au capital ?

Faut-il inciter les entreprises à substituer du travail au capital ?

Termes clés :

- **Travail, capital, substituer, entreprises.**
- **Inciter.**
- **Faut-il ?**

Questions sous-jacentes :

- Est-ce une solution efficace contre le chômage ?**
- Est-ce utile, est-ce risqué ?**

Aspects essentiels du libellé du sujet :

- **Mécanisme = la substitution entre facteurs de production.**
- **Acteurs = les pouvoirs publics / les entreprises.**
- **Modalités = politiques publiques, incitations, aides.**
- **Enjeu majeur = l'emploi, la lutte contre le chômage.**
- **Efficacité = effets positifs attendus / effets pervers et risques possibles.**

Problématique :

En poussant les entreprises à développer l'emploi plutôt que l'innovation technique et la mécanisation, les pouvoirs publics favoriseraient-ils un recul du chômage en contribuant à la création d'emplois pérennes sans prendre de risques excessifs ?

Réponse possibles : 1. oui, mais ... 2. non malgré..., car ...

Faut-il inciter les entreprises à substituer du travail au capital ? Plan 1 (*Oui, mais*)

En favorisant la création d'emplois dans certains secteurs et entreprises, une substitution du travail au capital incitée par les pouvoirs publics pourrait contribuer au recul du chômage.

L'État peut favoriser la création d'emplois en abaissant le coût des embauches et des salaires, et en incitant à limiter la mécanisation et la robotisation.

Il est possible de favoriser le développement d'emplois dans les secteurs où la part du capital technique est faible, notamment les services aux particuliers.

Mais, une telle substitution du travail au capital serait au mieux une réponse partielle au chômage tout en portant des risques.

Ce type de mesure ne peut générer qu'un nombre limité de nouveaux emplois. Cette substitution risque de sacrifier les innovations, les investissements, les gains de productivité et la croissance qui contribuent aussi au recul du chômage.

Inciter les entreprises à substituer du travail au capital ne peut apporter que des solutions ponctuelles et limitées face au sous-emploi massif persistant qui appelle des réponses globales fortes.

Faut-il inciter les entreprises à substituer du travail au capital ? Plan 2 (*Non, malgré... car*)

Inciter les entreprises à substituer du travail au capital est une réponse illusoire au chômage.

En réduisant le coût du travail, l'État génère plus des effets d'aubaine que de réelles créations d'emplois.

Ce type de politique malthusienne consiste à gérer la pénurie en partageant les emplois plutôt qu'à générer des emplois supplémentaires.

Pousser les entreprises à substituer du travail au capital est dangereux en raison des effets pervers que cela peut entraîner.

Les mesures incitant à substituer du travail au capital tendent à sacrifier les innovations, les investissements de productivité et les emplois qu'ils engendrent.

Une telle politique conduit non seulement à générer peu de créations d'emploi mais aussi à freiner une croissance intensive en futurs emplois.

Il vaut mieux mettre en œuvre des politiques permettant d'alimenter une croissance riche en emplois plutôt que pousser les entreprises à substituer du travail au capital.
